



AMBASSADE DE SUISSE
AU GUATEMALA

GUATEMALA-CITY, le 13 avril 1967

12 Calle 6-5r, Zona 1
Apartado 1426
Telefono 29 426 / 26 584
Adresse télégraphique: Ambasuisse

Réf.: Hu/he

Rapport politique No 6

Monsieur le Conseiller fédéral Willy Spühler
Chef du Département politique fédéral

B e r n e

Guatemala: guerrilla;
politique intérieure;
politique extérieure.

an								ala
Datum								
Visa								
EPD		- 3. OKT. 1967						
Ref. p.A. 21.31.		Guatemala						

Monsieur le Conseiller fédéral,

Guerrilla

On a constaté pendant un certain temps que la situation s'était quelque peu améliorée, du moins dans la capitale, si bien que le gouvernement a cru pouvoir changer l'état de siège qui avait été rétabli à la fin de l'année dernière en état d'alarme. L'activité des organisations clandestines a été mise en veilleuse. Grâce à une action efficace, l'armée est parvenue à infliger des pertes assez sérieuses aux factieux, plus particulièrement dans la province.

D'autre part, des efforts ont été faits pour donner à la police les moyens de combattre le terrorisme. 54 radio-patrouilles supplémentaires lui ont été confiées. L'effectif des agents a été accru et les divers corps de police ont été groupés en un seul organisme avec une direction unique, dépendant exclusivement du ministère de l'intérieur.

Mais ces mesures se sont révélées insuffisantes. L'accalmie à laquelle je fais allusion plus haut n'a donné que l'illusion d'une amélioration, car maintenant les assassinats vont en augmentant.

4 Kopien.

sa.



- 2 -

Entre autres exemples, les membres d'une organisation clandestine ont pénétré en plein jour dans un tribunal de Guatemala-City et, après avoir tué 4 personnes dont deux gardiens, ont enlevé un des leurs, un étudiant poursuivi pour son activité subversive; on ne sait trop si c'était pour le libérer ou pour le punir d'avoir trop parlé.

La cour suprême de justice s'est émue de cette attaque et a demandé une protection renforcée de la part de la police pour les tribunaux, en particulier dans la capitale. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les tribunaux comme institutions qui ne sont pas respectés. Les juges sont menacés de mort, ainsi que leur famille, s'ils condamnent des guerrilleros.

Etant donné que plusieurs organisations d'extrême-droite et d'extrême-gauche opèrent en même temps, on ne sait jamais exactement qui est à l'origine d'un attentat.

Du côté communiste, on compte les "Fuerzas Armadas Rebeldes" (FAR) et le "Movimiento 13 de noviembre" ainsi que le "Parti guatémaltèque du travail" (PGT). D'après les renseignements fournis par un guerrillero qui s'est livré à l'armée, l'effectif de ceux-ci serait de 400 hommes et, en plus, 300 jeunes gens qui seraient prêts à être enrôlés.

La guerrilla a donné naissance à une opposition clandestine d'extrême-droite, qui justifie son action en reprochant au gouvernement de ne pas être assez énergique dans sa répression et a décidé de rendre elle-même la justice. Cette opposition se compose du "Movimiento de Acción

- 3 -

Nacionalista Organizada", la MANO, qui diffuse des tracts portant son insigne: une main blanche sur fond rouge, demandant l'appui de tous les patriotes guatémaltèques; de la "Nueva Organización Anti-comunista", la NOA, qui diffuse de la propagande anti-communiste par l'entremise de son émetteur de radio.

Cette dernière a menacé de passer par les armes 23 personnes, dont elle a fourni la liste, si les FAR continuent leurs crimes: 5 communistes seront exécutés pour tout citoyen que tueront les FAR. Cette liste comprend, paraît-il, les noms d'étudiants, de chefs syndicalistes, de membres du Parti guatémaltèque du travail, de dirigeants de mouvements estudiantins et même celui du doyen de la faculté d'économie de l'université San Carlos.

Pour prouver que ces menaces ne resteront pas lettre morte, le conseil de la NOA a publié les photos et les noms des membres des FAR ou membres du PGT qu'elle a déjà liquidés à titre de représailles.

On a prétendu qu'un arrangement était intervenu entre le gouvernement et les mouvements d'extrême-droite, afin que le premier puisse consacrer tous ses efforts à réprimer la guerrilla et la criminalité. Mais il s'agit de rumeurs incontrôlables.

Comme je vous l'ai déjà rapporté, à l'abri de la guerrilla, de nombreux malfaiteurs sont apparus, qui cherchent à tirer parti de la situation et procèdent à des vols à main armée pour leur propre compte, sans se soucier le

- 4 -

moins du monde de considérations d'ordre politique. "On a toujours volé au Guatemala, hier comme aujourd'hui, ici comme ailleurs, me disait un Guatémaltèque, mais, il y a quelques années encore, on ne tuait pas pour une poignée de quetzales."

Un organe de la presse a demandé dernièrement au gouvernement qu'il procède à une étude approfondie de la situation et, une fois connus tous les facteurs du problème, qu'il agisse en conséquence. C'est un fait que cette étude n'a jamais été effectuée, à moins que l'on cherche intentionnellement à l'éviter pour s'épargner des surprises désagréables.

Certes, l'aide extérieure au mouvement subversif vient de Cuba ou plus exactement passe par son entremise, car la situation financière de cet état n'est pas brillante. Cependant, on ne peut expliquer l'action de la guerrilla seulement par cette aide matérielle et par l'entraînement des agents envoyés à Cuba. Elle ne peut se poursuivre que si elle obtient un appui à l'intérieur du pays. D'après un organe de la presse guatémaltèque, il existe des citoyens riches qui contribuent au financement de la guerrilla, se constituant ainsi une assurance pour l'avenir. Par peur ou par complicité, ils ne collaborent ni avec le gouvernement, ni avec l'armée et dans des cas de séquestres ont préféré payer une forte rançon plutôt que de combattre.

Ces gens ont aussi des raisons de ne pas s'adresser à la police. Des rumeurs circulent que des agents, même de grade élevé, auraient joué à cet égard un rôle peu reluisant. Le journal du gouvernement reproduit des déclarations du

- 5 -

nouveau chef de la police qui a l'intention d'écarter les policiers au service des mouvements clandestins de gauche et de droite et invite la population à ne pas donner de pots de vin aux agents.

A cela s'ajoute l'action de l'université que je ne cite ici que pour mémoire étant donné que je me suis déjà étendu sur ce foyer de la guerrilla dans mon rapport No 12 du 24 octobre dernier.

Il y a quelque temps, on a enregistré une tentative de coup d'état. Manquant de préparation et surtout de l'appui général de l'armée, elle a échoué: le vice-ministre de la défense et d'autres officiers supérieurs ont été arrêtés, destitués et exilés. Un homme fort, du style du général argentin Onganía, réussirait-il à redresser la situation ? C'est la question que d'aucuns se posent ici. Cependant, ceux qui évoquent cette possibilité ne voient personne capable de prendre le pouvoir. D'ailleurs, les Etats-Unis sont, paraît-il, satisfaits du gouvernement actuel puisqu'il est constitutionnel...

En conclusion, on ne voit pas d'amélioration ou d'assainissement possible dans les mois qui vont suivre.

Politique intérieure

La situation générale du pays est naturellement conditionnée par l'état d'insécurité permanente qui règne.

A la suite du règlement de la dette guatémaltèque libellée en livres sterling, le gouvernement a pu obtenir

- 6 -

de nouveau des avances ou des promesses de crédits d'organisations internationales telles que la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Tout récemment, des accords ont été signés en vue de l'octroi de prêts de quelque 24 mio de dollars destinés à des travaux d'infrastructure.

Il n'en demeure pas moins que l'insécurité effraye l'étranger, qu'il soit capitaliste ou touriste, et l'économie s'en ressent. La confiance dans l'état et ses institutions - y compris sa monnaie - fait défaut. Malgré les mesures de contrôle décrétées par la Banque centrale, ceux qui possèdent quelque argent cherchent à en expatrier une partie afin d'avoir un compte à l'étranger pour les mauvais jours. Des quetzales en billets se vendent aux Etats-Unis avec un agio de 15 à 20 %.

Quant aux grands problèmes économiques et sociaux, ils sont les mêmes que partout ailleurs en Amérique latine.

Le gouvernement émanant du Parti révolutionnaire n'a de révolutionnaire que le nom. Il avait envisagé d'augmenter l'impôt sur le revenu dans une mesure raisonnable pour donner suite aux recommandations d'experts étrangers et d'organismes internationaux. Mais la résistance a été si forte dans les milieux économiques et dans la classe possédante, soutenus par la presse - laquelle vit de publicité - que le gouvernement a dû faire marche arrière. Il s'est contenté d'élever quelque peu l'impôt foncier et immobilier ainsi que celui sur le chiffre d'affaires, car il avait un besoin urgent de fonds. Quant à son programme fiscal, il sera soumis à une étude approfondie, puis remis au congrès.

- 7 -

D'autre part, le gouvernement a distribué à des familles paysannes une partie des fermes et terres que possède l'état. La construction de logements bon marché, d'écoles, de routes se poursuit. De son côté, l'épouse du président de la république redouble de zèle en faveur des institutions de bienfaisance. La bonne volonté ne manque pas, mais aucune mesure n'a été prise qui donne le sentiment que les affaires de l'état sont mieux gérées que du temps du gouvernement précédent.

Se voulant démocratique et respectueux de l'opinion publique - mais d'une opinion publique qui n'a pas d'esprit civique - le gouvernement est quelque peu paralysé dans sa tâche de planification qui requerrait une mobilisation de toutes les forces vives du pays. Beaucoup prétendent que ce gouvernement est revenu à la politique partisane. Ses membres et les députés du Parti révolutionnaire recherchent le compromis facile, veillent à ne heurter personne pour rester au pouvoir. En suivant cette politique, ils n'ont réussi ni à inspirer la confiance des classes possédantes, ni à s'assurer la sympathie des mouvement d'extrême-gauche.

Politique extérieure

Pas plus que les autres petites républiques centre-américaines, le Guatemala ne peut avoir une politique extérieure bien originale. La dépendance des Etats-Unis à tous points de vue est trop grande.

Et pourtant, son ministre des affaires étrangères actuel, Emilio Arenales Catalán, tend à lui donner non pas des vellétés d'indépendance, mais un certain relief grâce à sa personnalité. Homme jeune, intelligent et ambitieux,

- 8 -

il brigue la présidence de la prochaine assemblée des Nations Unies et cherche à se concilier les bonnes grâces de nombreux pays. Par exemple, lorsque le président guatémaltèque s'est rendu à Mexico en visite officielle, les représentants des états communistes avec lesquels le Guatemala n'entretient pas de relations diplomatiques ont, à l'exception de Cuba, assisté à la présentation du corps diplomatique, ce qui n'aurait pu se faire sans l'assentiment de la chancellerie guatémaltèque.

Aux Nations Unies, Arenales a préconisé l'admission de la Chine communiste. En outre, il se fait le défenseur des principes de la non-intervention, de l'auto-détermination et de la coexistence de régimes différents.

En ce qui concerne la non-intervention et la coexistence, il est en butte aux critiques de certains organes de la presse guatémaltèque qui estiment qu'en la matière il doit y avoir une réciprocité que Cuba est loin de pratiquer. On reproche donc à Arenales de n'avoir pas pris fermement position contre Fidel Castro et de se mettre ainsi à la remorque du Mexique. Un rapprochement a d'ailleurs eu tendance à s'opérer entre le Guatemala et ce dernier pays à la suite de l'échange de visites présidentielles.

Dans le domaine de l'auto-détermination, sa politique peut avoir un effet de boomerang dans l'affaire de Belice auquel le Guatemala refuse l'indépendance sous prétexte qu'il s'agit d'un territoire guatémaltèque.

Enfin, en matière d'intégration économique de l'Amérique latine - thème d'actualité brûlante -, Arenales

- 9 -

a su tirer parti de la position exceptionnelle de l'Amérique centrale dont l'intégration peut servir d'exemple au continent. Il aurait été élu vice-président de la dernière réunion des ministres des affaires étrangères à Buenos Aires, si le Nicaragua - farouchement pro américain - n'avait proposé Dean Rusk à cette fonction. A Punta del Este, les ministres qui ont tenu une réunion préparatoire à la conférence des chefs d'état l'ont élu à la présidence de la commission générale.

Mais peut-être, comme les hommes d'état qui voyagent beaucoup et s'occupent de questions internationales dépassant le cadre de leur pays, aurait-il tendance à négliger quelque peu les questions bilatérales, plus terre à terre, mais non moins importantes pour le Guatemala.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse:

